


RENCONTRE AVEC **Maurice**



**A gauche comme à droite,
plus personne en France
ne songe à contester
le régime républicain...
Dans son œuvre, l'historien
Maurice Agulhon retrace
comment la République s'est
progressivement consolidée et
comment elle s'est installée
dans les mentalités.**

Histoire des idées républicaines

ND-VOLLET, LA RÉPUBLIQUE, BUSTE PAR AUGUSTE MAILLARD.

Agulhon

Sciences Humaines : Vos travaux portent sur la construction de la République en France et son enracinement dans la population. Comment l'idée républicaine s'est-elle installée dans les mentalités ?

Maurice Agulhon : Le progrès politique a longtemps marché avec celui de la civilisation. La République s'étant installée en plusieurs étapes, on conçoit bien que les premières expériences (1792, 1848) aient été plus chaotiques alors que les expériences suivantes ont mieux réussi. La III^e République a duré soixante-dix ans (1870-1940) sans crise majeure, hormis celle de 1940 qui est venue du dehors.

La première chose était d'admettre la valeur des grands principes de 1789 : liberté, égalité, et souveraineté du peuple. Les républicains se sont trouvés les meilleurs pour faire admettre ces idées. De ce fait, leurs adversaires glissaient fatalement dans le camp de la contre-Révolution ou du moins des résistances conservatrices.

Le problème auquel je me suis attaché est celui du progrès de la République sur le versant populaire des choses. Les idées se sont diffusées de diverses façons : par la presse pour ceux qui y avaient accès (qui savaient lire) ; mais aussi par les conversations, les échanges et par les influences. Beaucoup de bourgeois progressistes et instruits ont répandu leurs opinions dans leur village, dans leur clientèle ou chez leurs métayers. Dans la France du XIX^e siècle, l'essentiel des idées républicaines a progressé des centres vers les périphéries, des gens instruits vers les non-instruits par ce que nous appelons aujourd'hui les réseaux de communication : la lecture, les associations, les échanges verbaux... Les républicains réclamaient la liberté de la presse, de réunion, d'association parce que c'était la condition même de leur progression. En l'absence de libertés, les gens sont normalement conservateurs : le paysan pauvre d'autrefois obéissait à son propriétaire, à son patron et à son curé. C'est la liberté qui permet la mise en circulation de nouvelles idées. Voilà la raison pour laquelle le camp des républicains au XIX^e siècle a été celui de la lutte pour toutes les libertés, tandis que leurs adversaires de droite, le parti de l'ordre, misait le plus souvent sur la tradition et l'immobilité garanties par l'autoritarisme. Et tout ce que l'on peut dire aujourd'hui sur le « jacobinisme » néfaste issu de la Révolution ne saurait effacer ce constat historique.

SH : Certains historiens ont soutenu l'aspect profondément conservateur des campagnes françaises au XIX^e siècle. Etes-vous d'accord avec eux ?

M.A. : Le conservatisme des ruraux a été un fait de majorité, certes, mais pas d'unanimité. Dès 1848, date de l'instauration définitive du suffrage universel masculin, des régions rurales ont voté pour les républicains. Cette discussion sur le caractère passif ou docile, donc conservateur des campagnes, a été ouverte par André Siegfried en 1913. Pourquoi dans certaines régions les paysans sont-ils restés un bloc conservateur, alors que dans d'autres, ils ont été très tôt accessibles aux idées nouvelles ? Pour le comprendre, il faut se pencher sur les différences objectives qui se rencontrent en France, différences culturelles, différences de structures sociales et d'habitat... Ainsi, j'ai montré que dans les contrées facilement « républicanisées » du sud-est, la structure de l'habitat en gros villages réalisait les conditions de sociabilité proches de celles des villes, pour la circulation des idées et des influences, et facilitait la progression des idées nouvelles. D'autres ont mis l'accent sur le régime de propriété, d'autres sur l'inégalité des traditions religieuses. C'est un chantier de recherche toujours ouvert.

Au-delà de ces explications, le débat a pu porter sur la chronologie et les modalités de la politisation. L'historien américain Eugen Weber, par exemple, a objecté que le républicanisme des paysans de 1848 n'était pas authentique car il gardait les traces de comportements plus anciens – grégaires, unanimistes – suivant plus volontiers des notables que des compagnons de même rang qu'eux. Ce qui n'est pas faux, mais insuffisant selon moi pour contester l'authenticité des sentiments républicains, même s'ils sont marqués de quelques archaïsmes. Les gens ne se sont pas métamorphosés d'un coup de baguette magique parce qu'ils ont obtenu le suffrage universel. Mais le villageois, transformé en citoyen par les élections et le suffrage universel, n'est plus le même homme. Pour moi, 1848 marque une étape déterminante. Si la République a pu, en 1870, faire cette œuvre importante de « modernisation de la France rurale » comme l'a dit Eugen Weber dans *Peasants into Frenchmen*, c'est parce qu'elle était au pouvoir. Et elle était au pouvoir parce qu'il y avait déjà des députés républicains issus des campagnes. En 1870-1880, le

Un historien de la République



JACQUES BOUQUIN/GALIMARD

MAURICE AGULHON est né à Uzès (Gard). Ancien élève de l'École normale supérieure, il a enseigné l'histoire contemporaine à l'université de Provence puis à celle de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

De 1986 à 1997, il a été titulaire de la chaire d'histoire de la France contemporaine au Collège de France. M. Agulhon a étudié l'histoire politique de la France, de la Révolution à nos jours.

Il a montré comment la démocratie libérale, dans notre pays, a progressivement pris la forme d'un régime républicain, en mettant en évidence les conditions de son succès et de son ancrage dans la France rurale du XIX^e siècle. On peut regrouper ses ouvrages autour de plusieurs pôles :

Les sociabilités :

- *Pénitents et Francs-maçons de l'ancienne Provence*, Fayard, 1968.
- *Le Cercle dans la France bourgeoise*, 1977, Colin.

L'histoire politique de la République :

- *La République au village*, Seuil, 1970.
- *1848 et l'apprentissage de la République*, tome VIII de la Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Seuil, rééd. 1992.
- *La République de 1880 à nos jours*, tome V de L'Histoire de France, Hachette, 1990, réédité en livre de poche en 1992 (Pluriel) ; Hachette, 1997, édition augmentée et mise à jour.
- *Coup d'Etat et République*, Presses de Sciences-Po, 1997.

L'imagerie et les symboles républicains :

- *Marianne au combat*, Flammarion, 1979.
- *Marianne au pouvoir*, Flammarion, 1989.
- Ces divers thèmes se retrouvent dans les recueils de ses articles, réunis dans *Histoire vagabonde*, 1988 et 1996, Gallimard.
- tome I : *Ethnologie et politique*,
- tome II : *Idéologies et politique*,
- tome III : *La Politique en France, d'hier à aujourd'hui*.

Symboles en politique

LA POLITIQUE ne vit pas seulement de décisions exécutives ou législatives, de batailles ou de conflits, elle vit aussi de symboles. Faire une révolution, ce n'est pas seulement s'emparer du pouvoir pour en chasser ses occupants. C'est aussi se ruer sur les statues du monarque ou du dictateur vaincu pour les démolir. L'exemple français le plus connu est celui de la place Vendôme, tracée à Paris à la fin du XVII^e siècle. Elle a été ornée d'abord d'une statue de Louis XIV ; puis en 1789, d'une statue de la Liberté ; puis, en 1800, on a envisagé d'y honorer Charlemagne, pour dresser enfin sur la colonne un Napoléon empereur. Celui-ci a été abattu en 1814, rétabli après 1830 (mais en tenue de petit caporal),

rhâillé en empereur romain sous le second Empire, abattu de nouveau sous la Commune de 1871, aussitôt restauré et inchangé depuis lors. Bien d'autres monuments du décor civique parisien ou provincial ont connu des histoires comparables... Les pratiques symboliques en politique ne sont pas réservées au passé. Même les modernes que nous prétendons être ont les leurs. Qu'est-ce d'autre que le drapeau posé derrière le fauteuil du chef d'Etat qui s'exprime à la télévision ? Qu'est-ce encore que le choix de nos images sur les timbres-poste ou de héros pour la mise au Panthéon ?

D'après Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde*, tome III, 1996, Gallimard.

vote des grandes villes comme Paris ou Lyon était encore minoritaire dans l'ensemble du corps électoral, et ce vote, sans les électeurs ruraux, n'aurait pas suffi à empêcher la restauration royaliste.

SH : Dans ce qu'on appelle aujourd'hui « l'histoire culturelle du politique », on vous attribue souvent la paternité du concept de sociabilité. Pouvez-vous l'expliquer ?

M.A. : L'étude des comportements quotidiens, dans la famille, dans le travail ou dans la commune, le fait de se réunir, de faire la fête à certaines occasions périodiques, de fréquenter le café, de s'associer, intéressent naturellement les sociologues, les ethnologues, les philosophes... J'ai essayé de mon-

trer que l'étude de ces sociabilités qui variaient dans le temps et dans l'espace, pouvait intéresser les historiens. Faire l'histoire des sociabilités comme je l'ai fait essentiellement dans deux de mes ouvrages (*Pénitents et Francs-maçons dans l'ancienne Provence*, et *Le Cercle dans la France bourgeoise*) n'est qu'une modeste participation à un mouvement plus général de notre historiographie. Un mouvement qui aspire à une histoire totale et considère que tout mérite d'être étudié, y compris ce qui constitue la vie quotidienne en temps de paix. Il existe des histoires de la fréquentation des débits de boisson, des réunions et des veillées paysannes, des carnavaux, des clubs sportifs... On considérait, autrefois, ces aspects de l'histoire marginaux ou futiles, comme étant de

« la petite histoire ». L'historiographie actuelle leur a donné un peu plus de dignité et de légitimité.

Pour ma part, l'innovation qui a consisté à faire de la sociabilité un objet d'histoire est liée à ma curiosité pour les régimes républicains. Être républicain, c'est prendre partie pour le peuple et donc pour les plus faibles. Or, ces gens ont besoin de s'organiser. Pendant presque tout le XIX^e siècle, l'organisation politique a été interdite. Même les bourgeois libéraux se méfiaient, par exemple, des clubs qui avaient laissé un mauvais souvenir depuis la Révolution française. Ils se méfiaient aussi de l'associationnisme religieux (confréries, congrégations) suspect, lui, de favoriser l'influence cléricale donc rétrograde. La bourgeoisie libérale, qui s'est pensée elle-même comme un « juste milieu » entre les périls opposés du jacobinisme et du cléricisme, était donc très méfiante. Tout le mouvement républicain du XIX^e siècle s'est fait par la recherche de l'organisation politique alors que celle-ci était interdite. Et bien souvent, ce sont ce que j'appelle « les structures de la sociabilité coutumière » qui ont servi – un peu frauduleusement – de structuration politique. Quand on n'a pas le droit de fonder un parti, il se constitue dans les petits cercles où l'on discute et l'on joue aux cartes, en échappant à la surveillance des gendarmes. Une partie de la politisation des campagnes est passée par ces détournements de structures de sociabilité vers le militantisme. Le champ de recherche sur ce point est encore largement à explorer car les configurations ont été multiples selon les moments ou les régions.

SH : Dans *Histoire vagabonde*, vous avez également étudié les symboles, les rites, les représentations de la République. Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

M.A. : C'est là encore un de ces domaines considérés comme un peu folkloriques. J'ai essayé de donner à ces études une certaine légitimité, car ces symboles, ces rites... me paraissent avoir leur importance dans l'histoire de la République. L'éducation du peuple à la modernité libérale ne s'est pas faite que par les paroles et les écrits. Le folklore, la propagande visuelle, les fêtes populaires y ont aussi participé. Le sceau des rois était la fleur de lys. En septembre 1792, lorsque les révolutionnaires ont proclamé la I^{re} République, ils ont décidé de remplacer l'emblème royal par une figure de la liberté. Or, tout un langage allégorique existait depuis plusieurs siècles. La liberté était représentée par une femme avec un bonnet phrygien. La vérité par une femme tenant un miroir, l'agriculture par une femme avec une faucille... C'est dans ces symboles préexistants qu'ont puisé les pre-

14 juillet 1989 : célébration du bicentenaire de la Révolution.



miers républicains français. L'histoire de Marianne devient alors extrêmement compliquée (j'y ai consacré deux livres). De symbole *universel* de la liberté, cette figure féminine est devenue celui de la République française puis tout simplement de la France. Cette évolution considérable au niveau de la signification s'est accompagnée d'une évolution semblable au niveau de la sensibilité de la réception. Au départ, les partisans de la femme au bonnet phrygien avaient l'ardeur de véritables dévots et ses adversaires celle d'iconoclastes. Il a fallu deux siècles de péripéties, de discontinuités et de retours en arrière pour parvenir à la banalisation et au consensus que nous connaissons aujourd'hui. D'où l'ampleur et la complexité des études que j'ai consacrées à ce sujet.

Le prénom de Marianne est apparu en 1792. Sur ce choix, on ne peut faire que des suppositions. La plus probable est la fréquence de ce prénom très répandu dans les milieux ruraux du Midi. Il n'était, par conséquent, pas absurde de l'utiliser pour désigner une entité novatrice et populaire. Ce nom, ayant été adopté par certaines sociétés secrètes républicaines, n'a connu une notoriété nationale qu'après 1851.

Tous ces symboles, issus de la Révolution française, la Marianne, le drapeau tricolore, la Marseillaise ont en commun d'avoir été détestés pendant longtemps par le camp de la contre-Révolution royaliste et religieuse. Ce n'est qu'après presque un siècle de contestation partisane qu'ils ont été l'objet d'une adoption nationale. Louis XVIII avait rétabli le drapeau blanc et il a fallu la révolution de 1830 pour réinstaller le drapeau tricolore. Pendant presque tout le XIX^e siècle, la Marseillaise a été un chant subversif et n'est devenue l'hymne national qu'en 1880 après la démission de Mac Mahon et la victoire définitive des républicains.

La République comme ses symboles sont des legs de la Révolution. Et l'on peut donc dire que ce sont des inventions de la gauche que la droite a adoptées de sorte qu'ils sont maintenant unanimement reconnus. Mais ce lent établissement d'un consensus sur la base de l'idéal et de la symbolique nationale n'achève pas notre histoire. Celle-ci rebondit lorsque, à l'extrême gauche révolutionnaire, dès la fin du XIX^e siècle, surgit l'idée que cette symbolique est « bourgeoise » donc oppressive et détestable. Ainsi, à peine le drapeau tricolore s'est-il imposé contre le drapeau blanc, qu'il doit se défendre contre le drapeau rouge. L'histoire des symboles est pleine de glissements de sens, de conflits, de malentendus complexes dont on pourrait trouver des exemples très actuels.

SH : La République, comme vous le suggérez, n'est donc plus l'apanage de la

gauche. Les partis de droite s'en réclament aussi, surtout depuis le Général de Gaulle. Comment s'est effectué ce glissement ?

M.A. : Le temps a fini par marginaliser les partisans de la monarchie. Le processus s'est échelonné sur un siècle.

C'est aux environs de 1890 que les premiers royalistes ont accepté la République. Les uns sur les conseils du pape Léon XIII (qui encouragea le « ralliement » des catholiques à la République), les autres en considérant que la monarchie n'avait plus de chances d'être restaurée.

La guerre de 1914-1918 est ensuite une étape importante. Elle a été gagnée par des gouvernements républicains. On ne sait ce qui se serait passé si la République avait perdu la guerre... Après 1918, la droite comprend davantage de républicains que de royalistes dans ses rangs. Beaucoup de gens de droite sont venus à la République par patriotisme, par conscience nationale et sur le mode du constat : considérant que le service de la France passait par son armée, une armée que la République organisait et même choyait. Ce fut le cas par exemple du Général de Gaulle.

Le processus a été en quelque sorte parachevé négativement et involontairement par le régime de Vichy. La dernière tentative d'abolir la République a été le fait d'un gouvernement de collaborateurs plus ou moins contrôlés par Hitler. Tout le mouvement patriotique qui l'a combattu – la Résistance intérieure et le gaullisme – s'est trouvé logiquement et naturellement républicain.

Mais il faut revenir sur une précision importante. Il serait trop simple de croire que la droite républicaine n'est composée que d'anciens royalistes ralliés ou résignés. La droite n'a cessé jusqu'à nos jours de se recruter parmi d'anciens républicains authentiques, initialement de gauche, mais peu à peu positionnés à droite par hostilité à telle ou telle nouveauté, par exemple au collectivisme ou à l'internationalisme. Aujourd'hui, la droite républicaine comporte à coup sûr plus de républicains d'origine que de descendants de chouans ! Entre la droite du XIX^e et celle du XX^e siècle, l'identité de positionnement sur l'échiquier politique ne signifie donc pas d'identité dans le système de pensée, et moins encore dans les programmes.

Aujourd'hui, les conflits entre droite et gauche se situent à l'intérieur de la République dont tout le monde accepte les principes généraux. Cela n'empêche pas des querelles parfois byzantines pour savoir si les valeurs sacrées de la République inclinent plutôt vers les programmes de la droite ou ceux de la gauche. Si on est de droite, on considère que la République c'est la liberté, donc le libéralisme économique, la libre entreprise... Si l'on est de gauche, on met en avant l'égalité et la fraternité

donc la solidarité et la nécessité d'une politique sociale hardie...

En fait, les grands principes « liberté, égalité, fraternité » constituent, au moins au niveau nécessaire mais non suffisant, un dénominateur commun dans lequel nous devons nous réjouir que tout le monde se reconnaisse.

SH : La République a été personnifiée sous forme de femmes. Mais pourquoi celles-ci ont-elles été tenues si longtemps à l'écart du suffrage universel ?

M.A. : Il n'y avait pas de paradoxe, dans l'ancien monde, à tenir les femmes à l'écart des rôles du pouvoir réel et à les mettre en avant dans les rôles de représentation, de séduction ou de publicité. Qu'était-ce d'autre que « Marianne » ? Le vieux partage des tâches : l'homme chef et la femme mannequin ! Le problème est celui du retard avec lequel les femmes ont accédé aux rôles politiques. Il ne faut pas dire trop de mal des hommes qui ont établi le suffrage dit « universel » en 1792 puis en 1848. Ils faisaient preuve d'une grande audace lorsqu'ils avançaient que les pauvres devaient bénéficier du droit de vote au même titre que les riches. Mais ils n'allaient pas jusqu'à penser que les femmes devaient avoir les mêmes droits que les hommes. Tous les progrès ne marchent pas du même pas ! Pourquoi le conservatisme est-il mieux accroché dans le domaine des relations sexuelles que dans celui des relations sociales ? Vaste question que je ne prétends pas traiter car elle relève davantage de l'anthropologie générale que de l'histoire. Plus spécifiquement, on peut se demander pourquoi la France, très en avance dans certains domaines, a été en retard sur celui-ci. Sous la III^e République, une partie des progressistes a utilisé un argument qui a eu trois quarts de siècle d'efficacité. A savoir, que le vote des femmes profiterait à la contre-Révolution parce que celles-ci étaient moins instruites et plus soumises aux influences religieuses. La droite, à quelques exceptions près, était contre le vote des femmes par conservatisme et traditionalisme. Et ce fut aussi le cas d'une partie de la gauche, principalement des radicaux, très anticléricaux. Ce raisonnement était un sophisme mais il a très bien fonctionné. Ce n'est pas par hasard si les femmes ont obtenu ce droit à la Libération : la conjoncture politique avait été bouleversée. La vieille droite ayant été compromise par le vichysme, et les radicaux par leur faible participation à la Résistance, ces deux partis ont subi pendant la guerre une très grande perte d'influence. A la sortie de la guerre, la nouvelle majorité, composée de socialistes, de communistes et de démocrates chrétiens, réunissait les tendances les plus accessibles à l'avancée de la justice. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARTINE FOURNIER